

TÉMOIN DE LA CRÉATION

Ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, Jeremy Kinsman voit de belles occasions pour le Canada dans le paysage européen en mutation.

L'Europe avait un aspect bien différent quand Jeremy Kinsman a entrepris sa première affectation à l'étranger en 1968, comme agent politique à la première mission du Canada auprès de ce qui était alors la Communauté économique européenne (CEE) à Bruxelles. Les cartes qui ornaient les murs des bureaux à l'époque représentaient le territoire des six membres fondateurs de la CEE; mais, selon la vision idéaliste qui caractérisait l'après-guerre, on y lisait Toscane, Bavière et Normandie, et non Italie, Allemagne et France. Le Canada tentait alors de gagner de l'influence sur le continent en exploitant l'intérêt croissant manifesté par la Grande-Bretagne pour son adhésion éventuelle à la CEE, mais c'était, regrette-t-il, « un amour non partagé ».

Près de quatre décennies plus tard, la carrière de M. Kinsman boucle la boucle, alors qu'il occupe les fonctions d'ambassadeur du Canada auprès d'une Union européenne beaucoup plus vaste et puissante, à Bruxelles. Et l'avis du Canada n'est pas seulement écouté mais encore recherché des Européens dans les domaines les plus variés, de l'immigration aux droits de la personne en passant par les relations avec les États-Unis.

M. Kinsman, 62 ans, confie que c'est son idéalisme pearsonien, « le sentiment de pouvoir rendre le monde meilleur », qui l'a incité à entrer au service diplomatique canadien à l'âge de 24 ans. Ces valeurs ont continué de l'animer et de guider ses convictions quant au rôle du Canada dans le monde du XXI^e siècle.

« Je suis humaniste et internationaliste, soucieux de la communauté mondiale, ce qui est la vocation du Canada », explique ce Montréalais d'origine. « Je crois à une approche multilatérale des problèmes mondiaux. Ces problèmes ont changé depuis mon premier séjour à Bruxelles en 1968, mais il reste la nécessité de trouver un système mondial, une stratégie mondiale et des instruments mondiaux qui fonctionnent. »

C'est l'approche que M. Kinsman allait suivre dans ses interactions quotidiennes, au cours de ses affectations en Algérie, à New York, à Washington et, depuis 12 ans, en Europe comme ambassadeur à Moscou et à Rome et comme haut-commissaire à Londres. À Moscou, où il a exercé ses fonctions dans la période tumultueuse de l'après-soviétisme, de 1993 à 1996, il a instauré une nouvelle ouverture dans les relations des fonctionnaires canadiens avec la population russe en révoquant une politique qui datait de la guerre froide et qui interdisait aux Russes employés à la mission, et même aux conjoints russes de citoyens canadiens, l'entrée du Canada Club, au sous-sol de l'ambassade.



photo : Hana Kinsman

« Il fallait montrer aux Russes, sur le plan humain, que nos rapports avec eux n'étaient pas des rapports de maîtres à esclaves, affirme-il. Il ne s'agissait pas de leur donner accès aux dossiers secrets, mais il n'y avait pas de mal à les laisser prendre un verre avec nous. »

Il a été conforté dans sa volonté de manifester l'ouverture de l'Occident par les expériences de sa femme Hana, réfugiée de la Tchécoslovaquie alors sous la domination soviétique, qui reconnaît avoir pleuré toutes les nuits pendant deux mois quand M. Kinsman a été affecté à Moscou, mais qui, une fois sur place, y a vécu une expérience enrichissante et attachante. Ces liens avec la République tchèque sont utiles à M. Kinsman aujourd'hui, l'aidant à mieux comprendre les 10 nouveaux membres de l'Union européenne, anciens pays du Pacte de Varsovie pour la plupart.

Pour lui, l'Union européenne est « une œuvre en cours d'élaboration, comme un paysage qui se transforme constamment ». Il est convaincu que l'Union élargie, avec ses 450 millions d'habitants, crée des occasions énormes pour le Canada, tant en raison de la richesse de l'Europe que du nouveau jour sous lequel le Canada est perçu. Il voit son rôle principal comme celui de communicateur, ayant pour mission d'attirer au Canada une plus grande part des investissements de l'Union européenne en Amérique du Nord.

« Quand nous avons essayé de « gagner » l'Europe, au temps de ma première affectation, ça n'a pas marché. Le Canada ne se faisait pas vraiment remarquer. Aujourd'hui, ça marche, parce que nous nous sommes fait une réputation en Europe par notre rendement économique, notre rendement budgétaire et notre attachement au multilatéralisme. »

Le développement économique et social au Canada est considéré en Union européenne comme un heureux compromis entre, d'une part, le sens européen de la responsabilité sociale et, d'autre part, la suprématie totale du marché que les Européens observent aux États-Unis.

« Les Européens veulent étudier nos modes de gestion, dit-il, parce qu'ils se rendent compte de plus en plus que nous gérons plutôt bien. »

Pour de plus amples informations sur la mission du Canada auprès de l'Union européenne, consulter www.maeci-dfait.gc.ca/canadaeuropa/UE.

L'ambassadeur Jeremy Kinsman sur le pont Charles, à Prague : « Nous vivons dans un paysage changeant. »